

Bulletin FrancoPaix

Vol. 6, n°5

Mai 2021

UQÀM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES
Centre FrancoPaix



Centrafrique : dialogue de sourds entre le gouvernement et l'opposition politique

Par Hans de Marie Heungoup

PAGE 2

Nouvelles et annonces

PAGE 8



Nektarios Markovianos

Centrafrique : dialogue de sourds entre le gouvernement et l'opposition politique

Par Hans de Marie Heungoup

Hans de Marie Heungoup
politologue et spécialiste de
l'Afrique centrale

hansdemarie100@yahoo.fr



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le 30 mars 2021, le président centre-africain Touadéra a prêté serment pour un deuxième mandat à l'issue d'un processus électoral contesté par l'opposition, et fortement perturbé par la Coalition des patriotes pour le changement (CPC).

La CPC est une nouvelle coalition armée formée en mi-décembre par l'ancien président François Bozizé.

Dans un contexte de forte polarisation politique, et sous pression des acteurs occidentaux et africains, Touadéra a annoncé la tenue d'un dialogue républicain.

Ce dialogue réunirait le gouvernement, l'opposition, la société civile ainsi que les quelques groupes armés non membres de la CPC.

Ce texte examine les possibilités d'un dialogue entre l'opposition et le pouvoir en place et suggère des pistes pour que cet échange puisse contribuer à apaiser la scène politique et amorcer la réconciliation nationale.



Faustin Archange Touadéra, président de la RCA, visite la ville de Kaga-Bandoro

Entre décembre 2020 et mars 2021, la Centrafrique a connu une nouvelle vague de violences qui a perturbé les élections présidentielle et législatives. En cause, une nouvelle coalition rebelle, la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), formée mi-décembre 2020 sous la férule de l'ancien président François Bozizé¹. Repoussés par les forces russes et rwandaises d'une part et la force des Nations unies d'autre part, les assauts de la rébellion ont cependant entravé le processus électoral, en particulier celui de la présidentielle ainsi que le premier tour des législatives en décembre. Les partis politiques n'ont pas pu faire campagne en dehors de la capitale, près de la moitié des bureaux de vote n'ont pas pu être ouverts en décembre et seuls 35 % des électeurs inscrits ont pu voter contre 39 % en mars. En janvier et mars, la Cour constitutionnelle a dévoilé les résultats de la présidentielle et des législatives, et proclamé le président Touadéra vainqueur avec 53 % des suffrages exprimés - soit 346000 voix dans ce pays de 5 millions d'habitants et de 2,5 millions d'électeurs potentiels - et une majorité relative à l'Assemblée nationale². Mais les dysfonctionnements observés durant le processus électoral ont conduit plusieurs partis de l'opposition à ne pas reconnaître la victoire du président Touadéra et même à tenter de boycotter le second tour des législatives, sans réel succès³.

Les violences ont accentué les tensions préexistantes entre le pouvoir et l'opposition politique, en particulier avec une dizaine de partis de la Coalition de l'opposition démocratique (COD 2020)⁴. Le pouvoir accuse cette plateforme d'être la branche politique de la rébellion et a durci le ton contre elle. La COD 2020 a rejeté ses allégations, accusant à son tour le président Touadéra de « fraudes

massives » aux élections et d'avoir pactisé pendant deux ans avec les groupes armés membres de la rébellion dans le cadre de l'accord politique de février 2019.

La forte crispation politique actuelle n'est pas propice pour entamer un second mandat de façon sereine et mettre en place des politiques de développement que Touadéra a promis lors de sa campagne électorale. Ce texte suggère des pistes pour apaiser la scène politique centrafricaine et amorcer la réconciliation nationale. Le dialogue républicain annoncé mi-mars par le président Touadéra est un premier pas dans la bonne direction. Mais il ne parviendra à favoriser une amorce de réconciliation nationale que s'il est inclusif et aborde des sujets de fond comme la réforme du système électoral et de la gouvernance ou encore la question des « droits humains »⁵.

Collusion entre l'opposition politique et la rébellion ?

Le président Touadéra et son gouvernement sont persuadés qu'il existe une collusion entre la CPC et la COD 2020, et recourent à cet argumentaire pour justifier les mesures répressives prises contre des opposants et anciens candidats à la présidentielle. Pour démontrer cette collusion, le gouvernement met publiquement en avant plusieurs arguments. En premier lieu, il dénonce le fait que Bozizé et son parti politique, le Kwa Na Kwa, fassent toujours partie de la COD 2020. Le Kwa Na Kwa, dont Bozizé était président avant qu'il ne démissionne en février 2021 pour se consacrer uniquement au pilotage de la rébellion, est l'un des treize partis membres de cette coalition. La COD 2020 ayant une présidence rotative de trois mois, Bozizé l'a présidée les mois qui ont

précédé la tenue de l'élection présidentielle du 27 décembre. Le pouvoir fustige l'attitude des autres chefs politiques de la COD 2020 qui n'ont pas exclu Bozizé ou fermement critiqué ses agissements au moment où il agençait la rébellion en décembre et était en même temps à la tête de la COD 2020. Ensuite, le gouvernement souligne que la rébellion et la COD 2020 ont pratiquement les mêmes demandes politiques : concertation nationale, transition et gouvernement d'union nationale, puis reprise des élections. Enfin, le gouvernement et certains acteurs internationaux soupçonnent certains chefs de cette coalition d'avoir financé la rébellion⁶.

De son côté, la COD 2020 rejette les allégations du gouvernement, affirmant avoir condamné toute prise de pouvoir par la force dès décembre. Ses dirigeants soulignent qu'ils ont toujours critiqué les groupes armés, contrairement au gouvernement qui aurait pactisé électoralement avec eux depuis 2019. Sur le cas Bozizé, ils se défendent, argumentant que tous les acteurs politiques, y compris le président Touadéra, ont courtisé Bozizé pour obtenir le vote de l'électorat de la communauté gbaya de Bozizé. Celle-ci représente en effet environ 30 % de la population. Toujours selon eux, aucun des acteurs politiques courtisant l'électorat de Bozizé n'aurait pu prévoir que ce dernier basculerait dans la rébellion juste avant les élections, d'autant qu'après l'invalidation de sa candidature, il avait initialement déclaré qu'il respecterait le verdict de la Cour constitutionnelle, ce qui a fait croire à toute la classe politique qu'il restait dans le cadre républicain⁷.

En réalité, la nouvelle rébellion a surtout pénalisé la COD 2020. Beaucoup de chefs de l'opposition en prennent conscience, notamment Anicet Dologuélé, qui a obtenu 21 % des voix lors de la présidentielle de décembre. Le soutien électoral de Bozizé, qui avait initialement appelé ses partisans à voter Dologuélé dans le but de battre Touadéra, s'est avéré être un cadeau empoisonné⁸. Non seulement



« La forte crispation politique actuelle n'est pas propice pour entamer un second mandat de façon sereine et mettre en place des politiques de développement que Touadéra a promis lors de sa campagne électorale. »

Bozizé a changé son fusil d'épaule à la veille des élections, en apportant son soutien à la rébellion - et ternissant, au passage l'image de Dologuélé auprès d'une partie de l'électorat de Bangui qui l'associait dorénavant à la rébellion - mais surtout il a appelé ses militants à ne pas voter. Pire, c'est dans les bastions électoraux fortement peuplés de Dologuélé, situés à l'ouest du pays, que la rébellion a majoritairement troublé le vote, ce qui a probablement privé Dologuélé d'un second tour⁹. La COD 2020 et l'opposition politique dans son ensemble sortent affaiblies de cette séquence électorale. La diabolisation du gouvernement a en partie fonctionné et porté un coup à son image auprès de la population. Minoritaire à l'Assemblée nationale, la COD 2020 et l'opposition politique dans son ensemble ne parviennent pas non plus à mobiliser la rue¹⁰.

En revanche, Touadéra est le grand gagnant des législatives de mars. Le camp présidentiel a obtenu la majorité à l'Assemblée nationale contre de faibles scores pour l'opposition¹¹. Même si la plupart des formations de l'opposition qui ont participé au scrutin dénoncent des irrégularités similaires à celles de décembre, l'absence de violences et le taux de participation en légère hausse par rapport aux élections de décembre font que les acteurs internationaux et régionaux estiment ces élections de mars plus légitimes que celles de décembre¹².

Durcissement du pouvoir contre l'opposition et obstacles au dialogue

Accusant l'opposition de collusion avec la rébellion, le gouvernement a encore durci le ton contre celle-ci depuis la fin de l'année. Début décembre, des proches du président ont remis en service les « Requins », une milice politique créée en 2019 et dissoute la même année sous la pression de partenaires internationaux. Les « Requins » sont connus pour leurs actes d'intimidation et de violence contre les membres de l'opposition politique¹³. Ils auraient incendié la résidence de Bozizé à Bangui début décembre et seraient impliqués, avec la garde présidentielle, dans des arrestations illégales et disparitions de personnes liées à l'opposition ou de militaires associés à Bozizé¹⁴. Ensuite le gouvernement a arrêté un certain nombre d'opposants et de hauts gradés, dont l'ancien chef d'état-major le général Ludovic Ngaïfeï et a interdit de sortie de territoire plusieurs candidats à la présidentielle, parmi lesquels Anicet Dologuélé, Martin Ziguélé, Karim Mekkassoua et Catherine Samba Panza¹⁵. Après les attaques de Bangui, le gouvernement a instauré l'état d'urgence, d'abord pour quinze jours, puis prolongé de six mois en février.

Ce virage autoritaire a créé un climat de peur au sein de l'opposition. Certains des

opposants se disent réduits à une forme de clandestinité et ne tiennent plus de réunions publiques de peur d'être arrêtés et accusés de collusion avec la rébellion, d'autant que l'état d'urgence permet ces arrestations. Ils ont aussi le sentiment qu'en cas de manifestation dans les rues de Bangui pour exprimer leur mécontentement ou de soulèvement populaire, les forces de sécurité et les alliés du pouvoir rwandais et russes pourraient leur tirer dessus¹⁶.

La peur est également prégnante au sein de l'importante communauté gbayya, dont François Bozizé tire ses origines. En effet, la majorité des militaires du rang et hauts gradés arrêtés par les autorités depuis décembre dernier sont issus de cette communauté. Pour autant, il n'y a pas de preuves de leur ciblage généralisé et systématique. Il semblerait que le pouvoir persécute uniquement ceux qui étaient jadis de proches collaborateurs de Bozizé. Bien que plusieurs dizaines de militaires gbayyas soient aux arrêts ou introuvables, plus d'un millier d'entre eux sont toujours en fonction au sein de l'armée, dont le numéro deux de la garde présidentielle¹⁷.

Malgré ces fortes tensions, les chefs de l'opposition dans l'ensemble et le pouvoir demeurent ouverts à l'idée d'un dialogue, mais des divergences subsistent sur le format, le contenu du dialogue et ses objectifs. L'opposition initialement souhaitait une large concertation nationale, un accord politique, de nouvelles élections, au moins pour les législatives, et un gouvernement d'union



→ Famille vivant dans la carcasse brûlée d'un avion à l'aéroport international de Bangui



« Sur le fond, le dialogue devrait aborder des sujets clés comme la réforme du système électoral et de la gouvernance afin d'aller vers une gouvernance plus consensuelle. S'agissant de la réforme du système électoral, il est primordial qu'opposition et gouvernement trouvent un consensus pour éviter des crises politiques futures. »

nationale. À présent que la Cour constitutionnelle a proclamé les résultats définitifs des élections présidentielle et législatives, ils n'appellent plus à la reprise des élections, mais restent fermes sur les autres demandes¹⁸. Parmi les sujets que l'opposition souhaite aborder lors d'une éventuelle concertation nationale figurent l'accord de paix avec les groupes armés, le système électoral, les droits humains (notamment les violences et exécutions extrajudiciaires commises par les soldats centrafricains, les paramilitaires russes et les rebelles), la réforme de la gouvernance et des institutions comme la haute autorité de la bonne gouvernance, et la garantie que Touadéra ne modifiera pas la Constitution pour briguer un troisième mandat.

Le dialogue républicain : dialogue en trompe-l'œil ?

Face aux demandes de l'opposition, aux pressions de partenaires sous-régionaux et occidentaux et dans le souci d'apaiser la scène politique, le président a annoncé mi-mars la tenue d'un dialogue républicain. La date et les contours de ce dialogue sont encore imprécis, mais il est probable qu'il ait lieu fin mai, à Bangui. En effet, début avril, le président Touadéra a mis en place une équipe technique d'appui au dialogue et, depuis mi-avril, des consultations préliminaires sont en cours. Le président souhaite associer au dialogue l'ensemble de l'opposition politique, la société civile et les huit groupes armés, signataires de l'accord de 2019, mais non membres de la coalition rebelle. S'agissant du contenu de ce dialogue, le président serait prêt à discuter des sujets de fond comme la relance de l'accord de paix de février 2019 avec les groupes armés qui n'ont pas rejoint la CPC, mais ne sont pour autant pas satisfaits

de la mise en œuvre de l'accord. Il resterait toutefois réticent à aborder d'autres sujets importants comme la réforme de la gouvernance, notamment en matière de lutte contre la corruption et de transparence et des institutions comme la Haute autorité de la bonne gouvernance, ou encore le système électoral. Enfin, le gouvernement a invité deux organisations sous-régionales – la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs – à tenir un rôle d'observateurs¹⁹.

Les chances de succès du dialogue républicain sont pour l'instant limitées. Il va s'ouvrir sans faire l'objet d'un consensus parmi la classe politique centrafricaine. Selon des sources politiques et diplomatiques à Bangui, certains proches du président Touadéra lui ont fait part de leur opposition au principe même de dialogue. Pour eux, le président ne devrait négocier ni avec l'opposition politique ni avec la rébellion qu'ils considèrent comme les deux faces d'une même pièce.

De son côté, l'opposition politique émet des doutes et est divisée sur sa participation. Beaucoup redoutent en effet que ce dialogue se résume à des audiences séparées entre le président et chaque opposant ou organisation de la société civile, sans qu'un débat collectif sur les sujets de fond n'ait lieu. Fin avril, la COD 2020 a souligné dans un communiqué qu'elle ne participerait pas au dialogue, mais qu'elle pourrait envoyer ses propositions par écrit. Pour elle, ce dialogue ne sert que les intérêts du président. Dénonçant la « démarche unilatérale » du pouvoir dans la mise en place de l'équipe d'appui technique au dialogue, dont les membres sont majoritairement issus du parti au pouvoir, la coalition soutient que le dialogue devrait viser, entre autres, à régler de façon durable la crise postélectorale, à opérer une réforme du système électoral et des réformes institutionnelles et à mettre un terme aux violations des droits humains commises par la CPC et les forces gouvernementales

et alliées. Les autres chefs de l'opposition non membres de la COD 2020 comme Martin Ziguélé ont annoncé leur participation au dialogue, mais en nourrissant beaucoup de doutes sur sa sincérité. Dans l'ensemble, les opposants perçoivent le dialogue comme un stratagème du président Touadéra pour faire baisser la pression que font peser sur lui des partenaires internationaux et régionaux.

Les possibles voies d'apaisement de la scène politique

Le gouvernement gagnerait à considérer l'opposition comme un partenaire plutôt qu'un ennemi. Cela lui permettrait d'avoir une solide assise politique pour mieux faire face à la rébellion. Il pourrait ainsi plus facilement isoler la rébellion et la combattre. L'opposition, quant à elle, devrait accepter la main tendue du gouvernement en vue d'un dialogue républicain, ce qui lui permettrait d'obtenir probablement des concessions de la part du pouvoir.

Le pouvoir en place devrait préalablement instaurer un climat propice au dialogue en prenant des mesures pour décriper l'atmosphère, comme la levée de l'état d'urgence, au moins dans la capitale, la libération des opposants politiques et acteurs sociaux arbitrairement arrêtés depuis la mi-décembre et contre lesquels ne pèse aucune charge probante et en cessant les menaces et les intimidations contre les opposants politiques. En échange, ces derniers devraient tous reconnaître la réélection du président Touadéra et s'engager à participer au dialogue. Ensuite, Touadéra devrait respecter sa promesse d'inclure toute l'opposition politique à ce dialogue, y compris le Kwa Na Kwa. Ce parti, anciennement présidé par François

Bozizé, qui s'est largement discrédité et exclu lui-même du jeu politique en prenant la tête de la CPC, dispose pourtant d'une solide assise populaire, en particulier au sein de la communauté gbaya. Un dialogue inclusif permettrait notamment de canaliser les éventuelles frustrations de cette communauté, liées à l'exclusion de François Bozizé, faute de quoi certains de ses membres pourraient alimenter la rébellion actuelle ou de futures contestations violentes.

Sur le fond, le dialogue devrait aborder des sujets clés comme la réforme du système électoral et de la gouvernance afin d'aller vers une gouvernance plus consensuelle. S'agissant de la réforme du système électoral, il est primordial qu'opposition et gouvernement trouvent un consensus pour éviter des crises politiques futures. L'opposition met en cause l'indépendance de l'Autorité nationale des élections et réclame sa réforme. Le gouvernement devrait trouver un compromis autour de la réforme du système électoral avant les élections des maires et gouverneurs, prévues en fin d'année, s'il veut éviter une crise similaire à celle des élections de décembre 2020.

Le président pourrait également opter pour une gouvernance plus consensuelle du pays. Cela pourrait passer par la mise en place effective du statut de chef de l'opposition politique adopté depuis février 2020. Le gouvernement devrait envisager des consultations régulières avec l'opposition politique et la société civile, et s'efforcer de tenir compte de leurs points de vue. Sans nécessairement former un gouvernement d'union nationale, qui impliquerait d'avoir un premier ministre issu de l'opposition, le président pourrait néanmoins inclure des représentants de l'opposition et de la société civile dans la formation d'un nouveau gouvernement après le dialogue de mai. Il n'a pas l'obligation de le faire puisqu'il a une majorité relative à l'Assemblée nationale et pourrait obtenir facilement une majorité absolue grâce à la cooptation des députés indépendants. Mais en associant des opposants et des acteurs de la société civile au gouvernement, il enverrait un signal fort susceptible d'apaiser le climat politique.

L'opposition craint également que le président Touadéra ne modifie la Constitution pour briguer un troisième mandat. Pour lever

ces inquiétudes, celui-ci pourrait s'engager publiquement, dans le cadre des pourparlers avec l'opposition politique, à respecter les lois constitutionnelles. Cet engagement aurait une forte portée symbolique et permettrait au pouvoir de rappeler son attachement à la Constitution et au principe d'alternance démocratique.

En tout état de cause, un dialogue national est nécessaire entre l'opposition politique et le gouvernement pour permettre que les mécontentements continuent de s'exprimer dans un cadre légal et non par la violence armée. C'est la solution la plus idoine pour éviter que des tensions politiques ne finissent par faire le lit d'une instabilité qui rendrait le pays difficilement gouvernable. 60 ans après les indépendances, il est temps pour les Centrafricains de forger un nouveau consensus, d'aller au-delà des demi-solutions et solutions à court terme afin de poser les jalons d'une refondation apaisée de la gouvernance et de l'État²⁰.

¹ Début décembre, la Cour constitutionnelle a invalidé la candidature à la présidentielle de François Bozizé, évoquant le critère de moralité, notamment les sanctions onusiennes et le mandat d'arrêt émis par les autorités centrafricaines contre lui. Suite à la décision de la Cour, l'ancien président s'est retranché dans l'arrière-pays et a rassemblé six groupes armés dans le but de faire repousser la date des élections et prendre le pouvoir. Ces six groupes étaient à ce moment les plus puissants militairement parmi les quatorze ayant signé l'accord de paix de février 2019 avec le gouvernement. Dans cet accord, les groupes armés s'engageaient au désarmement et à respecter l'ordre constitutionnel. Décision N°026/CC/20 du 3 décembre 2020 arrêtant la liste définitive des candidats à l'élection présidentielle du 27 décembre 2020 ; « Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine », 6 février 2019 ; « Dénonciation de l'accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine », *Déclaration de Kamba Kota*, 15 décembre 2020 et Guillaume de Brier, « [CAR : former enemies unite to oust re-elected president](#) », *IPIS*, 4 mars 2021.

² Cour constitutionnelle, Décision N°003/CC/21 du 18 janvier 2021.

³ COD2020, « Déclaration relative à la proclamation des résultats définitif du premier tour des élections législatives du 27 décembre 2020 par la Cour constitutionnelle », 2 février 2021.

⁴ En novembre 2019, Anicet Dologuélé a lancé la Coalition de l'opposition démocratique (COD 2020), une plateforme visant à mutualiser les efforts de l'opposition en vue des échéances électorales de 2020 et 2021 et regroupant quatorze partis de l'opposition. Rapport Afrique du Crisis Group, N°296, *Réduire les tensions électorales en République centrafricaine*, 10 décembre 2020.

⁵ Amnesty International, *République centrafricaine. Une enquête révèle l'horreur des violences liées au conflit et aux élections*, 21 février 2021.

⁶ Entretiens, diplomates occidentaux, cadres de la Minusca et fonctionnaires centrafricains, Bangui, février 2021.

⁷ Entretien, Anicet Dologuélé, Bangui, février 2021.

⁸ « [Centrafrique : pourquoi Bozizé décide de soutenir Dologuélé](#) », *Jeune Afrique*, 16 décembre 2020 ; « [Centrafrique – Anicet-Georges Dologuélé : j'ai été doublement pénalisé par Touadéra et par Bozizé](#) », *Jeune Afrique*, 28 janvier 2021.

⁹ Touadéra a obtenu 346 000 voix et remporté le premier tour avec 53 % des suffrages. Il n'a donc échappé au second tour que grâce à un surplus de 20 000 voix. Les départements de l'Ouham et Ouham Pendé dans l'ouest du pays font partie des bastions de Dologuélé et sont parmi les plus densément peuplés du pays. Le taux de participation dans ces deux départements a été bien plus faible que la moyenne nationale. Dologuélé aurait probablement atteint le second tour si la CPC n'avait pas fortement perturbé les élections dans cette région. Entretiens avec des experts électoraux, membre du gouvernement et diplomates, Bangui, février 2021.

¹⁰ En 2019 et 2020, la population a très peu suivi les appels à la mobilisation de l'opposition et de la société civile. Si ces derniers lancent de nouveaux appels à la mobilisation dans les prochains mois, ils seront probablement encore moins suivis que ceux de 2020 et 2021, étant donné la faiblesse et la peur ambiante au sein de l'opposition et de la société civile. Entretiens, ONG, étudiants et journalistes centrafricains, Bangui, février 2021.

¹¹ 92 députés en tout ont été élus et 48 autres sont en ballotage pour un nouveau second tour prévu fin mai. Sur les 92, le parti au pouvoir a obtenu 25 députés, contre 21 pour les députés indépendants (députés non investis par un parti politique mais alliés à Touadéra dans leur grande majorité) et respectivement sept, sept, six et cinq pour les partis les plus importants de l'opposition comme le Mouvement pour la libération du peuple centrafricain (MLPC), le KNK, le Rassemblement démocratique centrafricain (RDC), et URCA. « [RCA : les résultats provisoires des législatives rendus par l'ANE](#) », Radio Ndeke Luka, 22 mars 2021.

¹² L'autorité nationale des élections (ANE) n'a pas communiqué officiellement le taux de participation aux législatives de mars, mais deux de ses responsables, des diplomates africains, et un membre du gouvernement ont déclaré qu'il se situait entre 37 et 39 %. « Mission d'observation de l'Union africaine... », *Déclaration*, 16 mars 2021.

¹³ Rapport Afrique du Crisis Group, N°296, « [Réduire les tensions électorales en République centrafricaine](#) », *op. cit.*

¹⁴ « [Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République centrafricaine](#) », *Conseil de sécurité*, S/2021/87, 27 janvier 2021.

¹⁵ « [Centrafrique : les opposants à Faustin Archange Touadéra empêchés de quitter le pays](#) », *Jeune Afrique*, 27 mars 2021.

¹⁶ Entretiens avec des responsables de la COD2020 et de la société civile, Bangui, février 2021.

¹⁷ Entretiens avec des journalistes et soldats centrafricains, Bangui, février 2021.

¹⁸ Entretiens téléphoniques avec des présidents de partis de l'opposition, 26-28 mars 2021.

¹⁹ « Décret N°096 portant sur la mise en place d'une équipe technique d'appui au dialogue républicain à la présidence de la République », 21 mars 2021 ; « Termes de référence de la consultation nationale », 12 avril 2021 ; entretiens téléphoniques avec des membres du gouvernement, diplomates africains et occidentaux, 15-18 avril 2021.

²⁰ Tatiana Carayannis, Louisa Lombard, *Making sense of the Central African Republic*, London, Zed Books, 2015, 384 pages ; Didier Bigot, *Pouvoir et obéissance en Centrafrique*, Paris, Karthala, 1989, 337 pages.

NOUVELLES ET ANNONCES

→ Bruno Charbonneau

a participé à un panel intitulé « [Peace operations and the future of Mali: Challenges, Dilemmas and Opportunities](#) » organisé par le Defence and Security Foresight Group de l'Université de Waterloo, le 11 mai. Les 18 et 19 mai, il agira à titre de consultant-expert pour ce même [groupe de recherche](#) lors de tables rondes sur la politique canadienne au Mali.

→ Adib Bencherif

et Frédéric Mérand ont livré leurs impressions de l'ouvrage qu'ils ont récemment co-dirigé « L'analyse du risque politique » dans le cadre des [capsules](#) d'auteur.e.s proposées par la 6e édition du Forum St-Laurent sur la sécurité internationale.

→ Jonathan M. Sears

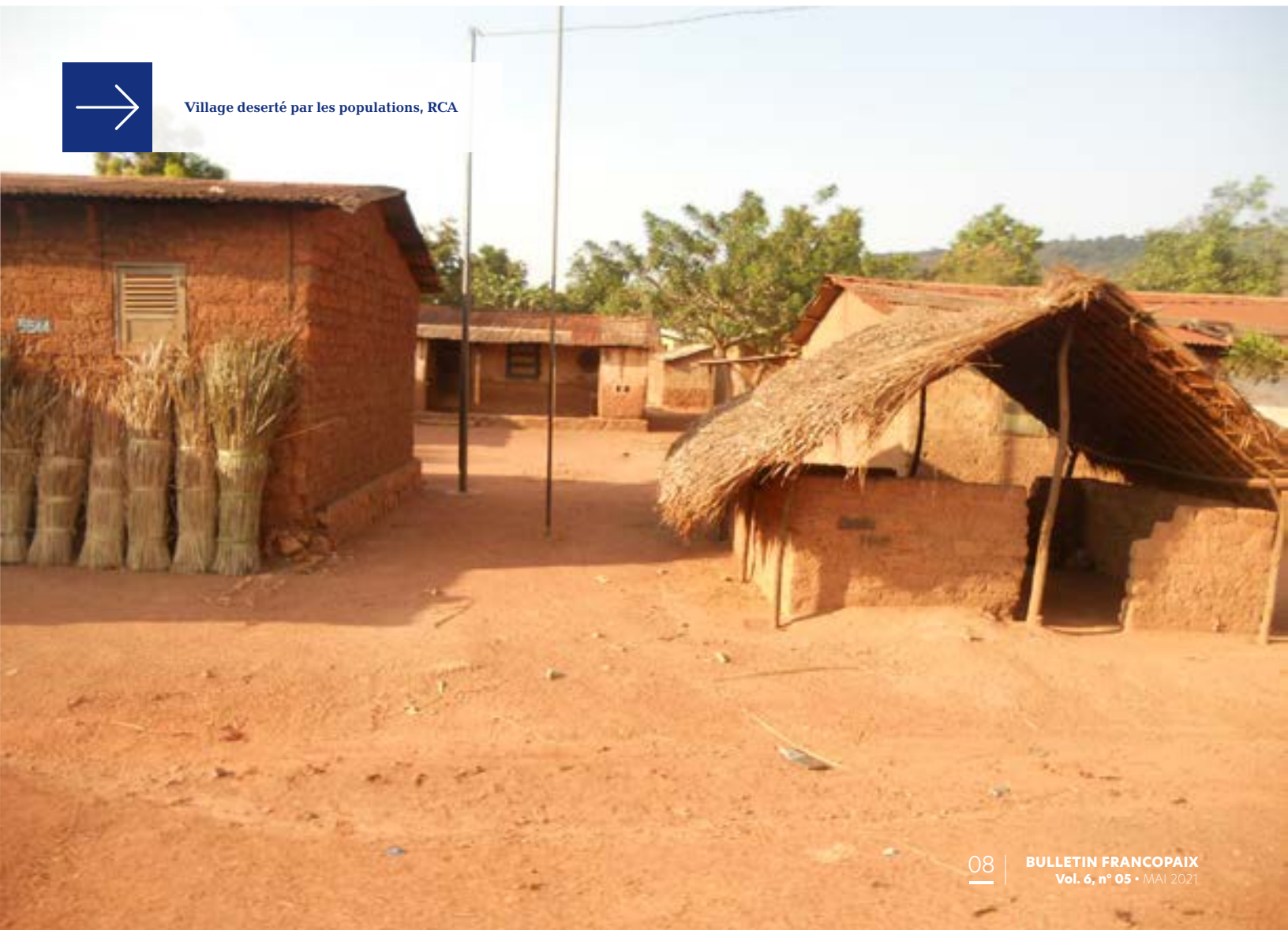
agira en tant que consultant-expert les 18 et 19 mai pour le [Defence and Security Foresight Group](#) (University of Waterloo) lors de tables rondes sur la politique canadienne au Mali.

→ Tatiana Smirnova

a donné le 13 mai la conférence « Politics of violence and higher education in Niger: 1960-beginning of 1990s » dans le cadre de *Boko café*, un projet de recherche intitulé « [Religion, Morality and Boko in West Africa: Students Training for a Good Life](#) » du Leibniz-Zentrum Moderner Orient of Berlin (ZMO). Elle a également rejoint l'équipe de l'[African Research Institute](#) de l'École doctorale des études de sécurité de l'Université de Óbuda, en Hongrie.



Village déserté par les populations, RCA



ÉQUIPE ÉDITORIALE

CO-RÉDACTEUR EN CHEF

Bruno Charbonneau

Directeur du Centre FrancoPaix

Professeur agrégé, Collège militaire royal de Saint-Jean

CO-RÉDACTRICE EN CHEF

Tatiana Smirnova

PhD, École des hautes études en sciences sociales

Postdoctorante, Centre FrancoPaix

RÉVISION

Yvana Michelant-Pauthex

MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

Marie-Ève Desrosiers

Professeure agrégée, Université d'Ottawa

Cédric Jourde

Professeur agrégé, Université d'Ottawa

Mulry Mondélice

Professeur adjoint, Collège militaire royal de Saint-Jean

Maxime Ricard

Chercheur Afrique de l'Ouest, Institut de recherche stratégique de l'école militaire de Paris

Marina Sharpe

Professeure adjointe, Collège militaire royal de Saint-Jean

CRÉDITS PHOTO

Couverture : UN Photo / Nektarios Markogiannis / [Flickr.com](#)

Page 2 : UN Photo / Nektarios Markogiannis / [Flickr.com](#)

Page 4 : S. Phelps / UNHCR Photo / [Flickr.com](#)

Page 8 : UE / ECHO / Jean-Pierre Mustin / [Flickr.com](#)

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

CHAIRE RAOUL-DANDURAND | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

Retrouvez-nous sur Twitter : [@CFrancopaix](#) et [@RDandurand](#)

PARTENAIRE

